

cussion. On a dit que pendant les cinq ans que les messieurs de l'opposition ont eu la direction des affaires, le parti conservateur, alors dans l'opposition, ne cessait d'exagérer et d'amplifier l'émigration qui partait de ce pays, et qu'il considérait ces moyens comme étant de bonne guerre contre les honorables ministres d'alors. On dit maintenant aux amis du gouvernement que l'opposition ne fait rien moins qu'ils ne faisaient eux-mêmes lorsqu'ils étaient dans l'opposition. Mais il y a une distinction bien remarquable à faire entre les deux cas.

En premier lieu, suivant les états fournis par les membres de l'opposition, le nombre d'émigrants qui auraient laissé le pays durant les cinq ans qu'ils ont été au pouvoir, ne s'élèverait qu'à 25,000 par année, répartis par tout le pays.

On n'a jamais dit qu'un pareil nombre était pas-é par aucun point particulier, de manière à ce qu'il fut physiquement impossible de constater le fait. On a dit simplement qu'un grand nombre d'émigrants laissaient le pays. C'est là l'avancé fait par le parti conservateur quand il était dans l'opposition. Il est vrai qu'alors il y avait une émigration considérable, comme c'est vrai qu'aujourd'hui il y a encore une émigration considérable qui laisse le pays.

C'est dans la nature des choses qu'il doit toujours y avoir ici une immigration considérable. Le peuple Canadien est un peuple qui émigre considérablement. Il en est de même chez le peuple américain.

L'Etat de New-York avec une population à peu près égale à celle de tout le Canada, a perdu à venir jus-qu'en 1871, suivant le recensement aux États-Unis, au delà d'un million de sa population primitive, qui s'en est allée dans les États de l'ouest de l'Union en passant d'un port à l'autre; le même procédé a lieu ici.

Si les honorables messieurs veulent prendre le cas du comté de Bruce, qui, si je m'en rappelle bien, a été arpenté en 1853, ils constateront que la population de ce comté vient en grande partie des plus anciens comtés d'Ontario.

Une grande partie de cette population se compose de gens venus pour travailler sur le "Great Western" ou le Grand-Tronc, et qui, ensuite, une fois ces chemins terminés, se sont rendus dans les comtés nouveaux de la province dont forme partie le comté de Bruce, y ont pris des terres et sont devenus des colons industriels et aisés.

Mais cette manière de coloniser a dû prendre fin, et ces nouveaux comtés une fois colonisés, la population a dû se diriger vers les États du nord-ouest. Mais maintenant nous avons notre propre Nord-Ouest, où nous espérons qu'avec les facilités que les chemins de fer vont sans doute procurer à ce pays, notre population devra se diriger à l'avenir.

Il n'y a pas de doute que l'émigration dont on se plaint existe. Mais la position qu'a dû prendre le parti conservateur, lorsqu'il était dans l'opposition, était la conséquence, en grande partie, du manque de politique qui aurait pu donner de l'emploi à la population qui laissait le pays pour aller aux États-Unis.

Que cette idée soit juste ou non, je ne suis pas pour discuter la politique nationale sur cette motion. Je crois que la discussion sur ce point a été en grande partie étrangère à la question. Cette politique peut être sage ou ne pas l'être; elle peut être avantageuse, ou ne pas l'être, mais à tout événement, elle est adoptée comme étant un moyen de remédier à un mal que tout le monde signale. Est-ce que les honorables membres de l'opposition voudraient recommander un programme politique analogue? Je suppose qu'ils nous diraient: "Retournons au libre-échange," et j'ai entendu cette suggestion faite deux ou trois fois aujourd'hui. Ce système aurait pour effet de sacrifier les intérêts manufacturiers, et de mettre fin au travail dans certains centres populeux. Prenons Montréal par exemple. Cette politique ferait fermer les grandes raffineries de sucre. Je ne veux pas dire que ces raffineries devraient ou ne devraient

M. WHITE (Cardwell)

pas être fermées, mais en tout cas, la cessation de leurs opérations, laisserait près de 400 chefs de familles sans emploi, ce qui représente à peu près 2,000 personnes qui auraient à chercher de l'emploi ailleurs, et qui probablement s'en iraient travailler dans les raffineries des États-Unis. Le parti conservateur prétendait que la grande émigration qui laissait le pays pourrait être enrayée par une politique qui donnerait de l'emploi au peuple du Canada dans son propre pays. C'était la position prise....

M. KILLAM. Vous ne deviez pas discuter la politique nationale.

M. WHITE. Je ne discute pas la politique nationale, je veux simplement montrer quelle était la position qu'avait prise le parti conservateur sur la question.

Ce que j'en dis, c'est que le parti conservateur a fait ces observations, relativement à l'émigration, dans le but de trouver un remède, tandis que les honorables messieurs de l'opposition ne faisaient rien en ce sens. Plus que cela, ils ont pris les statistiques compilées par les autorités américaines sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle, et qui, ne peuvent être vraies, parce qu'il est impossible qu'un tel nombre d'immigrants puisse avoir passé par ce port dans l'espace de temps allégué par les honorables messieurs.

Le but de cette motion est simplement de constater si nous avons quelque information quant à cette émigration. Je m'accorde entièrement avec l'honorable député pour Middlesex-Ouest, en ce qu'il est du devoir du gouvernement de s'enquérir à ce sujet. J'ai raison de croire que le gouvernement s'en est enquis, et l'objet visé par cette motion est de faire placer devant cette Chambre le résultat de cette enquête.

Quand ces renseignements seront soumis, le meilleur moyen à adopter sera de les soumettre au comité de colonisation et d'émigration où ils pourront être analysés et critiqués par les honorables messieurs de l'opposition qui forment partie de ce comité. Il y aura toujours une émigration vers l'ouest, tant du côté de notre propre territoire que des États américains, mais je suis convaincu que quand ces informations seront soumises, elles démontreront que l'émigration n'a pas été aussi considérable que l'ont prétendu les honorables messieurs de l'opposition.

M. BLAKE. L'honorable député de Cardwell a dit que ses amis, lorsqu'ils étaient dans l'opposition, étaient justifiables de faire les avancés qu'ils faisaient, relativement à l'étendue de l'émigration, parce que, dit-il, ils suggéraient alors l'adoption d'une politique qui aurait fait cesser cet état de chose. Et il prétend que la présente opposition n'était pas justifiable de faire les mêmes avancés, parce qu'elle ne proposait pas le même remède.

M. WHITE. Je n'ai pas dit que les messieurs de l'opposition n'avaient pas proposé la même politique, mais qu'ils ne proposait pas de remède du tout.

M. BLAKE. Nous proposons de revenir à un ordre de choses qui diminuerait le courant toujours croissant de l'immigration, et qui a été produit par le changement de politique inauguré par les amis du gouvernement. L'honorable monsieur a prétendu que le changement de politique inauguré par ses amis réduirait considérablement l'émigration.

Eh! bien, nous prétendons qu'il n'a pas réduit l'émigration—et que, quels que soient du reste ses autres mérites, on ne peut pas lui attribuer ce mérite-là en particulier.

L'honorable monsieur dit qu'il n'y a pas eu un courant d'émigration aussi considérable depuis l'adoption de cette politique, mais nous prétendons au contraire que l'effet produit par cette politique n'a pas été ce qu'en avait prédit l'honorable monsieur ainsi que ses amis.

La question est du plus grand intérêt pour le pays. Il y va de notre plus grand intérêt de connaître quels sont les faits—non-seulement d'aujourd'hui, non-seulement de l'année